EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 30 juin 2022

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 33 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLE - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Olivier FREGEAC - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Philippe GINOUX - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Éric LE DISSES - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Pascal MONTECOT - Véronique MIQUELLY - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Roland GIBERTI représenté par Gerard GAZAY.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Georges ROSSO.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-076-11949/22/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Artelia mandataire du groupement intégrant la société Les Eclairagistes Associés dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification et l'extension du parc d'activités de la Gandonne de Salon-de-Provence**
21858

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Selon le marché n°0536ZIGA, mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification et l'extension du parc d'activités de la Gandonne à SALON-DE-PROVENCE notifié en date du 10/02/2006 le groupement ARTELIA VILLE & TRANSPORT devenu ARTELIA (Mandataire) / LES ECLAIRAGISTES ASSOCIES a été chargé de réaliser diverses missions.

Dans le cadre de la maîtrise des coûts de travaux et conformément à l'article 16 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

Le coût de réalisation des travaux relatif à l'extension de la zone d'activité de la Gandonne et résultant des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage est de 2 712 808,80 € HT. En conséquence le seuil de tolérance est donc porté à 2.848.449,24 € HT.

Le coût des travaux constaté après achèvement de l'ouvrage est de 2.968.729,92 € HT.

En application de l'article 19 du CCAP le coût constaté étant supérieur au seuil de tolérance, le maître d'œuvre doit supporter une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux de rémunération fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement (6,1%) multiplié par 2 soit un taux de 12,2% et un montant prévisionnel de pénalité s'élevant à 14 674.24 €.

Comme mentionné à l'article 18 du CCAP, le coût des travaux constaté comprend les travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et les avenants hors révisions de prix.

Or, la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance est la conséquence de coûts supplémentaires non imputables au maître d'œuvre. En effet, ils sont engendrés par une modification de programme demandée par ERDF lors de l'exécution des travaux et à la découverte de couches caillouteuses non identifiées par l'étude géotechnique. Ces deux contraintes techniques ont été prises en compte dans l'avenant n°1 du marché de travaux 1508GAN lot 1 dont le titulaire est l'entreprise EUROVIA.

C'est dans ce contexte que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et proposent de régler le différend par les engagements et concessions réciproques suivants :

Pour les raisons mentionnées ci-dessus, le maître d'ouvrage ne souhaite pas appliquer les pénalités prévues au CCAP à l'entreprise ARTELIA bien que le seuil de tolérance ait été dépassé.

En contrepartie de ces engagements, le groupement ARTELIA / LES ECLAIRAGISTES ASSOCIES renonce expressément à toute action juridictionnelle à l'encontre du maître d'ouvrage visant à obtenir réparation de quelque préjudice que ce soit qui résulterait de l'exécution du marché n° 0536ZIGA.

Le groupement ARTELIA / LES ECLAIRAGISTES ASSOCIES reconnaît que la renonciation à l'application de pénalités met un terme à tout contentieux afférent au marché susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'établissement d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société ARTELIA titulaire d'un marché de mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification et l'extension du parc d'activités de la Gandonne, à Salon-de-Provence.

- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin de discuter et de s'entendre sur le montant de la transaction.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord transactionnel ci-annexé, à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une part, la Société ARTELIA et LES ECLAIRAGISTES ASSOCIES d'autre part.

Article 2 :

Est approuvée pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la renonciation à percevoir les pénalités prévues au CCAP.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Transition énergétique,
Aménagement, SCOT et planification

Pascal MONTECOT